

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED  
**G/ADP/AHG/W/115**  
19 avril 2001

(01-1963)

**Comité des pratiques antidumping  
Groupe de travail spécial de la  
mise en œuvre de l'Accord**

Original: anglais

## **QUESTIONS PRATIQUES POSÉES PAR LA POSSIBILITÉ MÉNAGÉE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6.12, AUX UTILISATEURS INDUSTRIELS ET AUX ORGANISATIONS DE CONSUMMATEURS DE FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS ET EXPÉRIENCE Y RELATIVE**

Document présenté par le Japon

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 avril 2001.

Le Japon a examiné avec intérêt les récents documents présentés par Israël (G/ADP/AHG/W/101) et le Canada (G/ADP/AHG/W/105). Ces documents portent sur le lien entre deux questions importantes: le concept de la prise en considération de l'"intérêt public" lorsqu'il s'agit de se prononcer sur des mesures antidumping et le concept de la règle du "droit moindre" qui garantit que les marges de dumping ne dépassent pas ce qui est nécessaire pour réparer le dommage causé à la branche de production nationale. Le Japon partage l'opinion que ces deux questions sont interdépendantes et qu'il est utile de les examiner ensemble.

De l'avis du Japon, le thème fondamental commun à ces deux questions est l'importance de trouver un juste équilibre entre l'avantage que présente l'imposition de droits antidumping et le coût y afférent. Les Membres sont autorisés à appliquer des mesures antidumping pour protéger les branches de production nationales auxquelles des importations faisant l'objet d'un dumping causent un dommage. Toutefois, en imposant de telles mesures de protection, on risque d'exposer les utilisateurs en aval du produit à une hausse du coût des intrants et à une chute de compétitivité. De plus, les consommateurs pourraient bien devoir payer plus cher pour se procurer des produits finis dans lesquels le produit frappé de droits est utilisé. Cette recherche d'un compromis est propre à toute mesure antidumping. Le Japon estime que les règles antidumping de l'OMC devraient reconnaître expressément ce fait et non le sous-estimer, et fournir un cadre dans lequel les Membres peuvent décider qu'un tel compromis est mûrement pesé.

Prenons un exemple hypothétique. Supposons que des prix à l'importation soient inférieurs aux niveaux normaux des prix intérieurs d'un pays importateur, et que les importations accaparent une part du marché des producteurs nationaux du pays importateur à cause du facteur prix.

Dans ces circonstances, les producteurs nationaux commencent par demander l'ouverture d'une procédure antidumping. Les autorités calculent une marge de dumping, par exemple de 50 pour cent. Ce calcul pourrait être effectué conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping en vigueur. Toutefois, compte tenu de la situation concrète des producteurs nationaux,

./.

un taux de droit suffisant vraiment à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale pourrait être considéré inférieur à 50 pour cent, par exemple 10 ou 20 pour cent.

On observe parfois un écart aussi considérable entre le taux de droit "suffisant" et les marges de dumping calculées par les autorités. La situation de la branche de production nationale en ce qui concerne les prix peut redevenir normale avec l'imposition d'un droit antidumping beaucoup moins élevé que 50 pour cent. Est-il nécessaire d'imposer un droit aussi élevé pour réparer le dommage causé à une branche de production nationale du point de vue de la rationalité économique, même si la "règle du droit moindre" prévue à l'article 9.1 n'est pas impérative?

Selon le Japon, le cadre canadien constitue un point de départ utile pour de futures discussions. Le Canada a une procédure pour évaluer les propositions relatives à l'imposition d'un droit moindre dans laquelle sont incorporés de nombreux éléments faisant apparaître l'intérêt public.

Le système canadien prévoit l'examen de ces facteurs dans une décision réelle. Certains Membres permettent également à différentes parties intéressées, y compris des groupes de consommateurs et des utilisateurs en aval du produit faisant l'objet de l'enquête, de formuler des observations.

Certains Membres ont exprimé l'opinion que l'imposition de droits antidumping relève de l'exercice du droit souverain de favoriser les producteurs nationaux aux dépens d'autres parties dans leurs économies. Le Japon partage l'opinion que les Membres devraient prendre leurs propres décisions en ce qui concerne l'imposition de droits antidumping, mais estime que l'OMC doit/pourrait fournir un cadre qui garantisse des décisions équilibrées. Rappelant que les droits antidumping ont des répercussions sur d'autres Membres dans le système commercial international, le Japon croit qu'il est nécessaire de discuter du cadre du lien entre l'"intérêt public" et la règle du "droit moindre". Bien que l'article VI du GATT dispose qu'une partie contractante "... pourra percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping ...", il est également nécessaire d'expliquer plus clairement à quel moment et de quelle manière ces mesures antidumping sont appliquées.

De même que les taux de droits consolidés fournissent un cadre – le Japon estime que les Membres peuvent percevoir le droit qu'ils veulent pourvu que ce droit ne dépasse pas les taux consolidés –, la règle du droit moindre fournirait un cadre pour la fixation du plafond des taux de droits antidumping. Il convient de débattre de ce cadre afin que les taux soient représentatifs d'un processus qui équilibre les intérêts opposés de l'avantage et du coût de ces droits.

---